



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Mâcon
37 boulevard Henri Dunant
CS 80140
71040 Mâcon Cedex 9

Le, 05/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/06/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

COOP. AGRIC.APPROV.MACON.BEAUJOLAIS

336 chemin des quatre pillés

71000 Mâcon

Références : BL/NM/2022/M_215
Code AIOT : 0005401713

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/06/2022 dans l'établissement COOP. AGRIC.APPROV.MACON.BEAUJOLAIS implanté : 64, rue de Bourgogne – 71680 Crèches-sur-Saône. L'inspection a été annoncée le 23/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre d'un contrôle de la situation administrative de l'établissement s'agissant des installations exploitées et de leur positionnement au titre des rubriques de la nomenclature s'appliquant aux ICPE..

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COOP. AGRIC.APPROV.MACON.BEAUJOLAIS,
- 64 rue de Bourgogne – 71680 Crèches-sur-Saône,
- Code AIOT dans GUN : 0005401713,
- Régime : Autorisation,
- Statut Seveso : Non Seveso,
- Non IED – MTD.

La COOP. AGRIC.APPROV.MACON.BEAUJOLAIS, dont le siège social est situé 336 chemin des quatre pillés à Mâcon exploite, au 64, rue de Bourgogne à Crèches-sur-Saône, des installations de stockage de produits phytosanitaires.

L'exploitation de cet établissement est régulièrement autorisée, entre autres, par l'arrêté préfectoral n° 99/470/2-2 du 26/02/1999 et l'arrêté préfectoral complémentaire n° 03/0349/2-3 du 12/02/2003.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative ;
- eau (consommation et rejets aqueux) ;
- prévention des pollutions accidentelles ;
- moyens de secours et d'intervention ;
- gestion des stocks de produits.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées,
 - les observations éventuelles,
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	prévention des pollutions accidentelles	AP Complémentaire du 12/02/2003, article 11.4	/	Sans objet
9	procédures d'intervention	AP Complémentaire du 12/02/2003, article 32.4	/	Sans objet
10	moyens de défense contre un sinistre	AP Complémentaire du 12/02/2003, article 32.6	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	situation administrative	AP Complémentaire du 31/07/2015, article 1	/	Sans objet
2	eau	AP Complémentaire du 12/02/2003, article 11.1	/	Sans objet
3	rejets aqueux	AP Complémentaire du 12/02/2003, article 11.3	/	Sans objet
5	prévention des pollutions accidentelles	AP Complémentaire du 12/02/2003, article 11.4	/	Sans objet
6	prévention des pollutions accidentelles	AP Complémentaire du 12/02/2003, article 11.4	/	Sans objet
7	eau	AP Complémentaire du 12/02/2003, article 14.1	/	Sans objet
8	moyens de secours et d'intervention	AP Complémentaire du 12/02/2003, article 32.1	/	Sans objet
11	gestion des stocks de produits	AP Complémentaire du 12/02/2003, article 37.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection :

- 3 demandes de compléments sont formulées concernant les thèmes suivants :
 - risques chroniques, stockage, rétention, manipulation et stockage : l'exploitant justifiera de quelle manière il s'assure de l'absence de produits stockés, incompatibles entre eux en cas de sinistre, associés à une même capacité de rétention ;
 - risques chroniques, plan d'intervention : l'exploitant complètera le plan d'intervention des actions à mener en cas de dégagements de fumées ;
 - risques accidentels, moyens internes et défense extérieure contre l'incendie : l'exploitant justifiera qu'il dispose des capacités d'extinction nécessaires (en cas d'incendie) en établissant le débit unitaire des poteaux incendie sous 1 bar de pression dynamique et en justifiant un volume mobilisable de 240 m³ sur une durée de 2 heures.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/07/2015, article 1			
Thème(s) : situation administrative, rubriques ICPE			
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet			
Prescription contrôlée :			
DESIGNATION	CAPACITES	RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE	REGIME
Stockage de solides facilement inflammables, la quantité étant supérieure à 1 tonne	250 tonnes	1450.2.a	A
Stockage de substances liquides toxiques, la quantité susceptible d'être présente étant supérieure ou égale à 1 tonne mais inférieure à 10 tonnes	3,5 tonnes	1131.2.c	D
Stockage de substances toxiques particulières, la quantité de chacun des produits étant inférieure à 100 kg	Parathion-éthyl : 70 kg Aldicarbe : 40 kg Carbofuran : 50 kg Parathion-méthyl: 80 kg	1150.3.b	A
Stockage de produits agro-pharmaceutiques, la quantité susceptible d'être présente étant supérieure à 15 tonnes mais inférieure à 150 tonnes	92 tonnes	1155.2	D

Constats :

Les constats effectués le jour du contrôle mettent en évidence :

* rubrique 1450-1 (A) : l'établissement ne stocke pas de solides inflammables, substances ou mélanges susceptibles de comporter la mention de danger « H228 », au terme de l'état des stocks réalisé le jour du contrôle. L'exploitant utilise l'interface « DIVALTO Infinity » lui permettant de connaître ses stocks de produits et leurs rubriques ICPE de classement. En l'absence de produits identifiés sous la rubrique 1450, la quantité présente sur le site (0 tonnes) respecte le seuil fixé par l'arrêté (250 tonnes) ;

* rubriques 2714-2 (D) et 2718-2 (DC) : l'établissement est susceptible de récupérer de la part de ses clients des emballages vides non souillés par des produits dangereux ou non dangereux. L'exploitant indique qu'il stocke tout au plus 50 m³ de déchets. Les quantités stockées de déchets dangereux et non dangereux observées sur le site sont très limitées et réputées inférieures aux quantités maximales pouvant être stockées.

* rubrique 4130-2 (D) : l'établissement ne stocke pas de substances ou mélanges susceptibles de comporter la mention de danger « H331 ».

* rubrique 4510 (DC) : au terme de l'état des stocks effectué le jour du contrôle, l'exploitant entrepose 33 tonnes de substances et mélanges comportant la mention de danger « H410 ». L'établissement est autorisé à en stocker 55 tonnes ;

* rubrique 4511 (NC) : au terme de l'état des stocks effectué le jour du contrôle, l'exploitant entrepose 11 tonnes de substances et mélanges comportant la mention de danger « H411 ». L'établissement est autorisé à en stocker 25 tonnes.

Type de suites proposées : sans suite

Proposition de suites : sans objet

N° 2 : eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/02/2003, article 11.1

Thème(s) : risques chroniques, limitation des consommations d'eau

Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet

Prescription contrôlée :

"Les installations de prélèvement d'eau, quelle qu'en soit l'origine, sont équipées de dispositifs de mesures volumétriques totalisateurs. Ils sont relevés mensuellement et les résultats sont portés sur un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

[...]

La réfrigération en circuits ouverts est interdite.

[...]."

Constats :

L'exploitant effectue mensuellement le suivi de ses consommations d'eau en relevant les indices de son compteur général. Le registre de suivi a été présenté le jour du contrôle. Le registre fait état d'un suivi des consommations d'eau depuis l'année 2007.

L'établissement ne procède pas à des opérations de réfrigération en circuits ouverts.

Type de suites proposées : sans suite

Proposition de suites : sans objet

N° 3 : rejets aqueux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/02/2003, article 11.3												
Thème(s) : risques chroniques, points de rejets												
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet												
Prescription contrôlée : "Généralités : Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. <u>Identification :</u> Les points de rejet d'eaux de toute nature dans le milieu récepteur sont au nombre de 4. Ils sont définis comme suit :												
<table border="1"><thead><tr><th>DESIGNATION DU REJET</th><th>NATURE DES EAUX OU DES EFFLUENTS</th><th>DESIGNATION DU MILIEU RECEPTEUR</th></tr></thead><tbody><tr><td>E.P.₁, E.P.₂</td><td>Eaux pluviales des toits</td><td>Fossé</td></tr><tr><td>E.P.₃</td><td>Eaux pluviales des sols</td><td>Fossé</td></tr><tr><td>E.D.</td><td>Eaux usées</td><td>Réseau séparatif communal</td></tr></tbody></table>	DESIGNATION DU REJET	NATURE DES EAUX OU DES EFFLUENTS	DESIGNATION DU MILIEU RECEPTEUR	E.P. ₁ , E.P. ₂	Eaux pluviales des toits	Fossé	E.P. ₃	Eaux pluviales des sols	Fossé	E.D.	Eaux usées	Réseau séparatif communal
DESIGNATION DU REJET	NATURE DES EAUX OU DES EFFLUENTS	DESIGNATION DU MILIEU RECEPTEUR										
E.P. ₁ , E.P. ₂	Eaux pluviales des toits	Fossé										
E.P. ₃	Eaux pluviales des sols	Fossé										
E.D.	Eaux usées	Réseau séparatif communal										
et repérés sur le plan figurant en annexe au présent arrêté. [...]"												
Constats : L'exploitant n'identifie pas de modification survenue sur le réseau.												
Type de suites proposées : sans suite												
Proposition de suites : sans objet												

N° 4 : prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/02/2003, article 11.4
Thème(s) : risques chroniques, stockage, rétention, manipulation et transport
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
Prescription contrôlée : <u>"Stockages, rétention, manipulation et transport</u> Tout stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention [...]. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. La vidange de cette capacité ne peut pas se faire, même partiellement, par gravité. [...] L'étanchéité du (ou des) réservoir (s) peut être contrôlée à tout moment. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosses étanches, ou assimilés. [...]."
Constats : Les produits phytosanitaires sont stockés dans 4 cellules : <ul style="list-style-type: none">- cellule 1 : produits soufrés ;- cellule 2 : produits liquides ;- cellule 3 : poudres ;- cellule 4 : préparation (commandes en attente d'enlèvement). Les 4 cellules sont reliées à un volume de rétention bétonné et placé en dessous de la cellule 2. Un accès (trou d'homme) est présent dans la cellule 2 et permet de contrôler la présence ou l'absence de liquide, voire d'opérer des contrôles d'étanchéité ou des opérations d'entretien ou de réparation. Les produits éventuellement répandus sont susceptibles de faire l'objet d'une opération de pompage/retrait spécifique. Par sondage et dans les limites des conditions d'observation, il n'est pas identifié de dispositifs permettant une vidange gravitaire des écoulements contenus dans la capacité de rétention. L'inspection relève l'absence de liquides ou de souillures au sein de la capacité de rétention de 250 m ³ . Cette rétention constitue le bassin de confinement tel que prévu à l'article 11.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 février 2003. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de quelle manière il s'assure, au sein des 4 cellules, de l'absence de produits incompatibles entre eux susceptibles de se retrouver au sein de la même capacité de rétention en cas de sinistre. L'exploitant transmettra des compléments à l'inspection des installations classées en justifiant de quelle manière il s'assure de la compatibilité, entre eux, des produits stockés dans les 4 cellules pour lesquelles la capacité de rétention est la même en cas de sinistre.
Type de suites proposées : susceptible de suites
Proposition de suites : sans objet

N° 5 : prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/02/2003, article 11.4
Thème(s) : risques chroniques, bassin de confinement
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
Prescription contrôlée : <u>"Bassin de confinement"</u> Un bassin de confinement des eaux accidentellement polluées notamment lors de l'extinction d'un incendie ou d'une pollution accidentelle y compris des eaux pluviales est réalisé avec un volume minimal de 240 m ³ . Ces eaux s'écoulent dans ce bassin par phénomène gravitaire ou par un dispositif de pompage dont l'efficacité en situation d'accident peut être démontrée. [...] En période de fonctionnement normal, ce bassin est maintenu vide."
Constats : L'exploitant relève la présence du bassin de confinement situé sous la cellule n° 2. Le représentant de l'exploitant précise que le bassin fait un volume de 250 m ³ . Les écoulements se font par gravité. L'étanchéité du bassin peut être contrôlée au moyen d'un accès également présent au sein de la cellule 2. Le contrôle visuel permet d'établir l'absence de liquides et de souillures au sein de la capacité de rétention. L'exploitant ne déplore pas d'incident ou d'accident ayant nécessité de recourir à cette capacité de rétention.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 6 : prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/02/2003, article 11.4
Thème(s) : risques chroniques, traitement des eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
Prescription contrôlée : <u>"Eaux pluviales :</u> Le réseau de collecte des eaux pluviales des sols est aménagé et raccordé à un séparateur à hydrocarbures."
Constats : Le séparateur à hydrocarbures a été identifié sur le site. L'exploitant dispose par ailleurs d'un plan confirmant sa localisation.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 7 : eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/02/2003, article 14.1
Thème(s) : risques chroniques, consommations annuelles d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
Prescription contrôlée : "[...] La consommation d'eau est limitée en volume à 100 m ³ /an."
Constats : Le registre des consommations d'eau permet d'établir : - environ 40 m ³ de consommation d'eau au cours de l'année 2021 ; - environ 36 m ³ de consommation d'eau au premier trimestre 2022. Les consommations d'eau de l'établissement ne dépassent pas les quantités maximales annuelles fixées par l'autorisation.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 8 : moyens de secours et d'intervention

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/02/2003, article 32.1
Thème(s) : risques accidentels, détection et alarme
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
Prescription contrôlée : "32.1. - <u>Détection et alarme</u> Les moyens de détection et d'alarme sont accessibles en permanence. L'ensemble de ces équipements dont dispose l'exploitant est constitué au moins de : - une détection anti-intrusion dans chaque bâtiment et dans chaque cellule du bâtiment de stockage des produits phytosanitaires ; - des détections de fumées. Ces deux systèmes sont reliés directement à une société spécialisée qui, à tout moment, doit pouvoir joindre l'exploitant ou toute personne compétente désignée par lui."
Constats : Les constats effectués ce jour au sein des cellules de stockage, confirmés par le représentant de l'exploitant, permettent d'établir la présence : - de plusieurs détecteurs de fumées au sein des cellules de stockage ; - d'un détecteur anti-intrusion par cellule. Le représentant de l'exploitant précise que ces matériels sont reliés directement à une société spécialisée. En cas de nécessité, le directeur peut être appelé par la société.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 9 : procédures d'intervention

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/02/2003, article 32.4
Thème(s) : risques accidentels, plan d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
Prescription contrôlée : "L'exploitant établit, pour son établissement, un plan d'intervention en cas de sinistre. [...], il détermine également les actions à mener en cas de dégagements de fumées perturbant la visibilité sur les voies de communication."
Constats : L'exploitant dispose d'un "plan de sécurité - incendie" affiché dans les locaux. L'exploitant justifie par ailleurs l'existence d'un classeur « sécurité » (2022) et de la mise à jour du document unique, le 2 septembre 2021, par le conseiller à la sécurité. Les documents présentés ne justifient pas des actions à mener en cas de dégagements de fumées perturbant la visibilité sur les voies de communication. L'exploitant transmettra des compléments à l'inspection des installations classées en fournissant le plan d'intervention complété des actions à mener en cas de dégagements de fumées.
Type de suites proposées : susceptible de suites
Proposition de suites : sans objet

N° 10 : moyens de défense contre un sinistre

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/02/2003, article 32.6
Thème(s) : risques accidentels, moyens internes et défense extérieure contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
Prescription contrôlée : "32.6. - <u>Moyens matériels</u> L'établissement doit être doté au moins de : [...] - 2 poteaux d'incendie armés normalisés de 100 m/m (NF S 61213) dont le débit unitaire ne devra pas être inférieur à 60 m ³ /h sous une pression dynamique de 1 bar, placés en bordure d'une chaussée carrossable, facilement accessibles en toutes circonstances, de telle façon que la distance par rapport aux constructions projetées les plus éloignées ne soit pas supérieure à 200 m.ou une réserve artificielle de 240 m ³ d'eau facilement accessible en toutes circonstances, de telle façon que la distance par rapport aux constructions projetées les plus éloignées ne soit pas supérieure à 200 m. [...]."
Constats : Les constats effectués le jour du contrôle mettent en évidence l'absence de réserve artificielle d'eau. La défense extérieure contre l'incendie est, dès lors, assurée par des poteaux incendie dont le débit unitaire sous 1 bar de pression dynamique n'a pas pu être justifié par l'exploitant. Deux poteaux sont identifiés à proximité de l'établissement le long de la rue de Bourgogne et sont situés à une distance inférieure à 200 mètres de l'établissement. L'inspection des installations classées constate que l'exploitant ne dispose pas de l'information relative au débit unitaire sous 1 bar de pression dynamique des deux poteaux situés à proximité de son établissement. L'exploitant transmettra des compléments à l'inspection des installations classées en fournissant le détail des débits unitaires (sous 1 bar de pression dynamique) des poteaux incendie susceptibles d'être utilisés dans le cadre de sa défense extérieure contre l'incendie, en utilisation individuelle et simultanée des deux poteaux réglementairement imposés.
Type de suites proposées : susceptible de suites
Proposition de suites : sans objet

N° 11 : gestion des stocks de produits

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/02/2003, article 37.1
Thème(s) : risques accidentels, suivi des stocks de produits
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
Prescription contrôlée : "Les quantités de produits sont suivies en permanence."
Constats : L'exploitant est en mesure de connaître en permanence l'état de ses stocks. L'exploitant a été en mesure d'établir, le jour du contrôle, un état de ses stocks permettant d'établir : la dénomination commerciale du produit, les quantités stockées, la rubrique ICPE de classement. Cet état des stocks a pu être établi en 15 minutes.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet